



## Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

### Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 38 300 ]

Commentaires

## 002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	1 279 958 400 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[ 70 881 ]

Commentaires Le PIB 2018 a été calculé définitivement et connu au mois de novembre 2019. Dans le cas de la Principauté, la population salariée est notamment composée de « travailleurs journaliers », ne résidant pas sur le territoire monégasque. Compte tenu de leur poids économique et de leur participation quotidienne à la création de richesse, il est apparu nécessaire pour le calcul du PIB « per capita » que soit déterminée une population de référence pour ce calcul.

La population de référence retenue comprend donc deux composantes: la population résidente et celle non résidente, salariée sur le territoire économique. La même référence avait été prise pour les cycles d'évaluation 2014-2016 et 2016-2018

## 004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[ 43 574 ]

NA

Commentaires

## 005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[            ]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

## A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Source questions 1, 3 et 4: Institut Monégasque de la Statistique et des Etude Economiques (IMSEE) Source question 2: Direction du Budget et du Trésor

### 1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



**006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	6 034 056 [ ] NA [ ] NAP	5 772 666 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	3 850 000 [ ] NA [ ] NAP	3 633 845 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation</b>	183 500 [ ] NA [ ] NAP	182 295 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	1 100 000 [ ] NA [ ] NAP	1 061 702 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	210 000 [ ] NA [ ] NAP	155 890 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	58 800 [ ] NA [ ] NAP	50 330 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	631 756 [ ] NA [ ] NAP	688 604 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : L'augmentation du budget exécuté alloué à l'informatisation est due à l'amélioration et au développement de l'informatique. L'augmentation du budget exécuté alloué aux bâtiments des tribunaux est due à la rénovation des bâtiments anciens. L'augmentation du budget exécuté pour la catégorie "autres" reflète l'augmentation du nombre de sessions d'indemnité de la Cour de révision.

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :**

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
<b>en matière pénale</b>	( X ) Oui ( ) Non
<b>en matière autre que pénale</b>	( X ) Oui ( ) Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

**008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :**

- En matière pénale, en cas de plainte avec constitution de partie civile, une instruction ou information judiciaire est ouverte et le montant de la consignation est fixée par le juge d'instruction dans une ordonnance. Ce magistrat peut selon les circonstances dispenser le plaignant de verser toute consignation.

**008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :**

[ 80 ]  
[ ] NA  
[ ] NAP

Commentaires

**009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :**

[ ]  
[ X ] NA  
[ ] NAP

Commentaires

**012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.**

<b>TOTAL</b>	<b>Affaires pénales</b>	<b>Affaires autres que pénales</b>
--------------	-------------------------	------------------------------------

<b>TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)</b>	370 000 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires

### 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>	328 350 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : le budget annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire pour les affaires portées devant les tribunaux correspond à la somme totale puisque, comme il sera répondu à la question n°16, l'aide judiciaire à Monaco (assistance judiciaire et commission d'office) ne concerne que la seule représentation devant les cours et tribunaux.

### 013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b>	1 140 000 [ ] NA [ ] NAP	1 099 555 [ ] NA [ ] NAP
<b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>	11 200 [ ] NA [ ] NAP	9 586 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national

<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
<b>Autre ministère</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Parlement</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
<b>Cour Suprême</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Tribunaux</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Autre</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

### 014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	<b>Préparation du budget</b>	<b>Arbitrage et répartition du budget</b>	<b>Gestion quotidienne du budget</b>	<b>Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget</b>
<b>Conseil d'administration</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Président du tribunal</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Directeur administratif du tribunal</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Greffier en chef</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : direction des services judiciaires

### A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Direction des services judiciaires/ Direction du Budget et du Trésor

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	12 824 700 [ ] NA [ ] NAP	12 423 165 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	( X )	( )	( )
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	( X )	( )	( )
Ministère public (voir question 13 ou 7)	( X )	( )	( )

### 015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	( X )	( )	( )
Service de probation	( X )	( )	( )
Conseil supérieur de la magistrature	( X )	( )	( )
Cour constitutionnelle	( X )	( )	( )
Service de gestion du système judiciaire	( X )	( )	( )
Service de l'avocat d'Etat	( X )	( )	( )
Service de l'exécution	( X )	( )	( )
Notariat	( )	( X )	( )
Service d'expertise légale	( X )	( )	( )

Protection judiciaire de la jeunesse	( )	( X )	( )
Fonctionnement du ministère de la Justice	( X )	( )	( )
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	( )	( X )	( )
Service d'immigration	( )	( X )	( )
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	( X )	( )	( )
Autres	( X )	( )	( )

Si « autres », veuillez préciser :

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Direction du Budget et du Trésor  
Direction des Services Judiciaires

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1. Aide judiciaire

#### 2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- La matière civile est régie par la loi n°1.378 du 18 mai 2011. La demande est faite par simple requête auprès d'un bureau d'assistance judiciaire qui décide selon les revenus et les charges du requérant de l'octroi de l'assistance judiciaire. S'il obtient le bénéfice de l'assistance judiciaire, le justiciable est ensuite défendu par l'avocat selon les procédures classiques.  
En matière pénale, le président du Tribunal peut commettre un avocat d'office à un prévenu.

**017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?**

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

**018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?**

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

**019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?**

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire**



**020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :**

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
<b>TOTAL</b>	750 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	750 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>En matière pénale</b>	110 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	110 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>En matière autre que pénale</b>	640 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	640 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

**021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?**

Assistance gratuite d'un avocat

<b>Personnes mises en cause</b>	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes</b>	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

	libre choix de l'avocat
<b>Personnes mises en cause</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Victimes</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
<b>Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale</b>	20 000 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale</b>	20 000 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

- le tribunal
- une instance extérieure au tribunal
- une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

**B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :**

Sources : question 20: Greffe général, secrétariat du bureau d'assistance judiciaire et greffe du service des accidents du travail.  
question 23: Président du bureau d'assistance judiciaire.

**2.2. Usagers des tribunaux et victimes**

**2.2.1. Droits des usagers et victimes**

**028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :**

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> www.legimonaco.mc

à la jurisprudence des hautes juridictions	( )	( X ) <a href="http://www.legimonaco.mc">www.legimonaco.mc</a>
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	( )	( X ) <a href="http://www.gouv.mc">www.gouv.mc</a>

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : Il s'agit de formulaires administratifs à remplir pour faire valoir des droits

**029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?**

- ( ) Oui, toujours  
 ( X ) Non  
 ( ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

**030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?**

- ( X ) Oui  
 ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?**

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
<b>Victimes de violence sexuelle/viol</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes du terrorisme</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes de violence domestique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Minorités ethniques</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Personnes handicapées</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Délinquants mineurs</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser :

**031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : Oui les mineurs peuvent être parties à toutes instances judiciaires. En matière civile, ils doivent être représentés par leurs représentants légaux (parents, ou autre si retrait ou déchéance de l'autorité parentale). Le droit monégasque est réticent aux procédures accélérées concernant les mineurs. par exemple en matière pénale il n'est pas possible de poursuivre un mineur selon la procédure de "flagrant délit" (c'est à dire une comparution immédiate ou à délai très rapproché de l'infraction). Ils peuvent bénéficier de l'aide judiciaire et dans certains cas la loi impose la désignation obligatoire d'un avocat pour défendre leurs intérêts (mineurs délinquants).

**032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?**

Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : .....

Non

Commentaires

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires La Commission des spoliations agit dans le cadre d'un dispositif avec des fonds publics. La décision appartient à la seule Commission. Quant aux dommages et intérêts, une décision de justice est nécessaire.

**033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :**

d'un dispositif avec des fonds publics

des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

**034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une**

affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

### 037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 460 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Durée excessive de la procédure</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 460 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

### 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
<b>1. Enquêtes auprès des juges</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

**041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
Instance supérieure	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP
Ministère de la Justice	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

### 3. Organisation des tribunaux

#### 3.1. Tribunaux

##### 3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	1 [ ] NA [ ] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	4 [ ] NA [ ] NAP

42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	1 [ ] NA [ ] NAP
---	------------------------

Commentaires

### 043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	4 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des faillites	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux du travail	1 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des affaires familiales	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	2 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux administratifs	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	0 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux militaires	0 [ ] NA [ ] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	1 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

**044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Veuillez préciser :

**045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :**

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	1 [ ] NA [ ] NAP
le licenciement	1 [ ] NA [ ] NAP
le vol avec violence	1 [ ] NA [ ] NAP
faillite	1 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

**045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :**

[ 4 600 ]

Commentaires

**C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:**

Sources : greffe des juridictions

## 3.2. Personnel des tribunaux

### 3.2.1. Juges et personnels non-juges



**046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	39 [ ] NA [ ] NAP	22 [ ] NA [ ] NAP	17 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	15 [ ] NA [ ] NAP	7 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	6 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	5 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	18 [ ] NA [ ] NAP	14 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

**047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	8 [ ] NA [ ] NAP	5 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	5 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	2 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):**

	Donnée
Donnée brute	18 [ ] NA [ ] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....  
 Non

NAP

Commentaires

**049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :**

	Donnée
Donnée brute	136 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires familiales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
affaires de droit social	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
affaires commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
affaires de faillite	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
autre affaires civiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

Oui

( ) Non

Commentaires

**050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?**

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

3

NA

NAP

Commentaires une seule session du Tribunal criminel pendant la période de référence

**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	46 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	14 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>5. Autres personnels non juges</b>	2 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
---------------------------------------	------------------------	------------------------	------------------------

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)</b>	46 [ ] NA [ ] NAP	10 [ ] NA [ ] NAP	36 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance</b>	30 [ ] NA [ ] NAP	6 [ ] NA [ ] NAP	22 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	10 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP
<b>3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes</b>	6 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	5 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : La fonction de Rechtspfleger, ou équivalent, n'existe pas à Monaco

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52**

Sources : Direction des Services Judiciaires

**3.3. Ministère public**

**3.3.1. Procureurs et personnel**



**055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)</b>	5 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

**056. Nombre de chefs des ministères publics.**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP

<b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

**057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?**

- ( X ) Oui  
( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions : Officier du Ministère Public, intervenant devant le Tribunal de Simple Police (affaires de nature contraventionnelles) dont les fonctions sont exercées par un commissaire de police.

**057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :**

- [ 1 ]  
[ ] NA

**059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?**

- ( ) Oui  
( X ) Non  
[ ] NAP

Commentaires

**059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?**

- ( X ) Oui  
( ) Non

Commentaires

**060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public</b>	7 [ ] NA	1 [ ] NA	6 [ ] NA

Commentaires

**C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60**

### 3.4.Parité hommes/femmes

#### 3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

### 3.4.2 Au niveau national

**061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :**

	Oui	Non
les juges	( )	( X )
les procureurs	( )	( X )
le personnel non-juge	( )	( X )
les avocats	( )	( X )
les notaires	( )	( X )
les agents d'exécution	( )	( X )

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

**061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	( )	( X )
la promotion des juges	( )	( X )
le recrutement des procureurs	( )	( X )
la promotion des procureurs	( )	( X )
le recrutement du personnel non-juge	( )	( X )
la promotion du personnel non-juge	( )	( X )

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte)

NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

NAP

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

NAP

**3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public**

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans**

**l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	( )	( X )
Répartition de la charge de travail	( )	( X )
Horaires de travail	( )	( X )
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	( )	( X )
Remplacement des personnes absentes	( )	( X )
Organisation des audiences	( )	( X )
Autres	( )	( X )

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Il n'existe pas de dispositif de discrimination positive ou "affirmative action" en matière judiciaire à Monaco. Il faut toutefois noter que la féminisation des professions judiciaires est concrète et que, par exemple, les trois chefs de Cour et de Parquet (Président du Tribunal, Premier Président de la Cour d'appel, Procureur Général) sont trois femmes et que le poste de Greffier en chef est également occupé par une femme.

les mesures prévues (veuillez préciser) : pas de mesures particulières. Les procédures de promotion fondées sur les seuls diplômes, mérites et évaluations, ont permis des évolutions de carrière non discriminantes

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires non

[ ] NAP

**061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :**

les procédures de recrutement (veuillez préciser) : La féminisation des facultés de droit françaises, dont est issu l'immense majorité

des magistrats à Monaco (de nationalité monégasque ou français détachés) amène plus de candidats féminins au stade du recrutement. Il n'apparaît pas exister intrinsèquement de causes d'inégalités.

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) : il n'a pas été identifié de causes particulière. les procédures de promotion (cf. question 61-9) ont permis des accès à des postes de responsabilités à des hommes et des femmes.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires non

[ ] NAP

**061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :**

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	( )	( X )
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	( )	( X )
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	( )	( X )

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

**062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques**

Organisation

<b>Politiques et stratégies informatiques</b>	<input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
<b>TI Gouvernance informatique</b>	<input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

**065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?**

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

**065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?**

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
<b>Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
<b>Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
<b>Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

**065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?**

Oui

( ) Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) au regard de la faible taille du pays, toute initiative individuelle est immédiatement détectable

#### **065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

( X ) Oui

( ) Non

##### **065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

les processus opérationnels

la charge de travail

les ressources humaines

les coûts

autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) Au regard, là encore de la taille du pays, une estimation de l'effet de l'informatisation partielle du système de mise en état des affaires civiles au sein du Tribunal de Première Instance a été réalisée (modification par voie électronique des calendriers de procédure fixés).

### **3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel**

#### **065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) l'Agence monégasque de sécurité numérique pourrait être sollicitée pour évaluer la sécurité des systèmes d'information judiciaire

#### **065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) la loi n°1.165 du 23 décembre 1993 modifiée prévoit la protection des données à caractère personnel. la Commission des Contrôle des Informations Nominatives (CCIN) est en charge de ce contrôle. C'est dans ce cadre que les partages de données avec d'autres administrations sont réglementés, le principe étant leur interdiction sauf autorisation particulière.

### **3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision**

#### **062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence,**

etc.) ?

Oui

No

Commentaires

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

**062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?**

Oui

Non

Commentaires

**062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

### 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



**062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)**

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

**062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?**

Oui

Non

Commentaires

**062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
--	---	-----------------------------------

<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( X ) Oui ( ) Essai pilote ( ) Non [ ] NA
<b>Pénale</b>	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( X ) Oui ( ) Essai pilote ( ) Non [ ] NA
<b>Administrative</b>	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( X ) Oui ( ) Essai pilote ( ) Non [ ] NA

### 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

#### Taux de disponibilité :

- ( X ) 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- ( ) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- ( ) 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- ( ) 1-9% - dans un seul tribunal
- ( ) 0% (NAP) - Pas d'accès

[ ] NA

Commentaires

### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

#### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) accessible aux parties ( ) publication de la décision en ligne ( ) les deux ( X ) non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Pénale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) accessible aux parties ( ) publication de la décision en ligne ( ) les deux ( X ) non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Administrative</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) accessible aux parties ( ) publication de la décision en ligne ( ) les deux ( X ) non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP

**063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux**

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Registre relatif aux entreprises</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
<b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Gestion des frais de justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Autres (préciser en commentaires)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

**063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
<b>Pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour les procureurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

Oui

Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	--	---	---	---

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

#### 064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	<b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>
<b>Taux de disponibilité</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Information disponible dans le CMS</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

#### 064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	[ ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ ]
<b>Pénale</b>	[ ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ ]
<b>Administrative</b>	[ ]	[ ]	[ ]	[ ] SMS [ ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ ]

Commentaires Il existe une possibilité, amiable, de convocation par voie électronique, en matière d'expertise civile, pour des audiences de conciliation notamment.

**064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

**Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties**

( X ) Oui

( ) Non

**Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)**

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).**

Oui

Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par**

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

#### 064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

### 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

### 3.6. Performance et évaluation

#### 3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

**066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

	Oui / Non
<b>dans les tribunaux</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

dans les services du ministère public

( ) Oui  
( X ) Non

Commentaires

### 3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

[ ] nombre de nouvelles affaires

[ X ] durée des procédures (délais)

[ ] nombre d'affaires terminées

[ X ] nombre d'affaires pendantes

[ X ] stocks d'affaires

[ ] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[ ] satisfaction du personnel des tribunaux

[ ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[ ] coûts des procédures judiciaires

[ ] nombre de recours

[ ] taux de recours

[ X ] clearance rate

[ X ] disposition time

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

[ ] nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère**

**public basé principalement sur les indicateurs définis?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

( ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

[ ] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[ ] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[ ] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :**

[ ] Conseil Supérieur de la Magistrature

[ ] Ministère de la Justice

[ ] Organe d'inspection

[ ] Cour Suprême

[ ] Organe d'audit extérieur

[ X ] Autre (veuillez préciser) :chef de juridiction

Commentaires

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :**

[ ] Conseil supérieur des procureurs

[ ] Ministère de la Justice

[ ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[ ] Procureur général /Procureur de la République

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) : procureur général

Commentaires

### **3.6.3. Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**



#### **070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

#### **070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
<b>dans les tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> des calendriers de procédures sont en cours pour toutes les procédures	<input type="checkbox"/>
<b>dans les services du ministère public</b>	<input checked="" type="checkbox"/> une révision régulière des procédures sous l'autorité du ministère public	<input type="checkbox"/>

Commentaires

### **3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Direction des Services Judiciaires
- Non

Commentaires

**080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:**

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : direction des services judiciaires
- Non

Commentaires

**080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?**

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Statistiques à usage interne

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : statistiques à usage interne

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

Oui

( ) Non

Commentaires

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

( ) Annuelle

( X ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

[ ] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[ X ] Procureur général /Procureur de la République

[ ] Conseil supérieur des procureurs

[ ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation**

( ) Annuelle

( X ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

**C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

Sources : Direction des Services Judiciaires et Greffes des juridictions

## 4. Procès équitable

### 4.1. Principes

#### 4.1.1. Principes du procès équitable

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[ 21 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser: aucune demande de récusation n'a été présentée en 2018

**085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :**

[ 0 ]

[ ] NA

Commentaires aucune demande de récusation n'a été présentée en 2018

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?**

[ X ] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[ X ] Pour les procédures civiles (durée)

[ X ] Pour les procédures pénales (durée)

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées):

**086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?**

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires

**D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.**

## 4.2. Durée des procédures

### 4.2.1. Informations générales

#### **087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

- en matière civile  
 en matière pénale  
 en matière administrative  
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### **088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

- en matière civile (petits litiges)  
 en matière pénale (infractions mineures)  
 en matière administrative  
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### **088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

- affaires civiles  
 affaires pénales  
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : non

#### **089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance

#### **091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"**

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 <sup>ère</sup> instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	778 [ ] NA [ ] NAP	2 105 [ ] NA [ ] NAP	2 025 [ ] NA [ ] NAP	858 [ ] NA [ ] NAP	193 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	677 [ ] NA [ ] NAP	766 [ ] NA [ ] NAP	715 [ ] NA [ ] NAP	728 [ ] NA [ ] NAP	192 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	101 [ ] NA [ ] NAP	703 [ ] NA [ ] NAP	674 [ ] NA [ ] NAP	130 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	91 [ ] NA [ ] NAP	553 [ ] NA [ ] NAP	537 [ ] NA [ ] NAP	107 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	10 [ ] NA [ ] NAP	150 [ ] NA [ ] NAP	137 [ ] NA [ ] NAP	23 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	10 [ ] NA [ ] NAP	150 [ ] NA [ ] NAP	137 [ ] NA [ ] NAP	23 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	636 [ ] NA [ ] NAP	636 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. point 2.1: affaires en chambre du conseil: demande de mise sous tutelle et curatelle et actes afférents nécessitant une autorisation (vente, taxation des gérants de tutelle) / changement de prénom / changement de régime matrimonial / administration provisoire à succession.  
point 2.2.2: contrôle du registre du commerce: radiation d'office de sociétés, quant défaut d'accomplissements de formalités impérieuses

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. point 4: -ordonnance sur requête rendues par le Président du Tribunal de Première Instance: autorisation de saisie-arrêt, blocage de fonds blanchiment, procédure de compulsoire, hospitalisation des malades mentaux  
-ordonnances du juge tutélaire: droit de visites, contribution à l'entretien et l'éducation des enfants, assistance éducative.  
Toutes ces décisions sont rendues dans des délais très brefs après saisine, de l'ordre de quelques jours, si bien que les mentions affaires pendants ont été renseignées "0".

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	161 [ ] NA [ ] NAP	532 [ ] NA [ ] NAP	568 [ ] NA [ ] NAP	125 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	161 [ ] NA [ ] NAP	437 [ ] NA [ ] NAP	473 [ ] NA [ ] NAP	125 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	95 [ ] NA [ ] NAP	95 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>3. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA				
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.



#### 4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

##### 097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	176 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	208 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	182 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	202 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	22 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	162 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	156 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	124 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	194 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	22 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	14 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	52 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	58 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	14 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	52 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	58 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	0 [ ] NA [ ] NAP				
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	38 [ ] NA [ ] NAP	124 [ ] NA [ ] NAP	117 [ ] NA [ ] NAP	46 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	38 [ ] NA [ ] NAP	124 [ ] NA [ ] NAP	117 [ ] NA [ ] NAP	46 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

#### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »



	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	42 [ ] NA [ ] NAP	52 [ ] NA [ ] NAP	51 [ ] NA [ ] NAP	43 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	25 [ ] NA [ ] NAP	25 [ ] NA [ ] NAP	27 [ ] NA [ ] NAP	23 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	3 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	3 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	14 [ ] NA [ ] NAP	19 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	18 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA				
	[ X ] NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

#### 099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [            ]

d'affaires classées par cette procédure ? [            ]

Commentaires

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	8 [ ] NA [ ] NAP	16 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	8 [ ] NA [ ] NAP	16 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
---	--------------------	--------------------	---

<b>Divorce contentieux</b>	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	30 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Licenciement</b>	107 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	46 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	59 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	94 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Faillite</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vol avec violence</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			
<b>Homicide volontaire</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
<b>Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
<b>Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

. Monaco est partie à la convention de Genève (ordonnance souveraine n°996 du 2 août 1954.

A ce jour, une trentaine de réfugiés résident en Principauté, soit un réfugié pour mille habitants sur un territoire de 2KM2. I/ S'agissant des demandes d'asile, deux cas de figure peuvent se présenter : a)- un individu formule une demande d'asile depuis son pays de résidence ou depuis Monaco. Il est à noter qu'il est extrêmement rare qu'un demandeur d'asile arrive directement à Monaco, compte tenu de la situation géographique de la Principauté, enclavée dans l'espace Schengen ; b)- un requérant d'asile peut déjà bénéficier du statut de réfugié dans le pays d'accueil dans lequel il se trouve. Si estime que ses conditions d'accueil ne répondent pas à ses demandes, il peut souhaiter s'établir à Monaco. Dans ce cas il s'agit d'une «réinstallation », le dossier est présenté par le HCR.

II/ S'agissant de la procédure, qu'il s'agisse d'une demande d'asile proprement dite ou d'une « réinstallation », la procédure reste la même :

- a)le Ministre d'Etat saisit l'OFPPRA et transmet le dossier pour instruction et avis simple, si le Gouvernement Princier juge la demande justifiée ;
- b)une fois l'avis rendu, la décision Souveraine est alors notifiée aux demandeurs ;
- c)la décision est notifiée par le département des Relations Extérieures et de la Coopération de Monaco au HCR et à l'OFPPRA ;
- d)en cas d'accord seulement, la décision est également notifiée au Département de l'Intérieur ainsi qu'à l'Ambassade de France à Monaco, en vue d'instruire la demande de visa d'établissement pour Monaco.

Dans le cas d'une demande d'asile, le voyage est organisé et est à la charge des demandeurs. Dans le cas d'une « réinstallation », le voyage est organisé par le HCR et pris en charge par Monaco. Dans les deux cas, les Départements sont informés des décisions prises. Concernant l'accueil de réfugiés sur le territoire, il revient au Secrétariat Général du Gouvernement de délivrer un titre de circulation et au Département de l'Intérieur, par le biais de la Direction de la Sûreté Publique, d'établir un titre de séjour à cet effet. Ainsi, la décision d'octroyer ou non l'asile est prise uniquement par les autorités monégasques. En cas de refus, l'intéressé peut exercer un recours devant le Tribunal Suprême monégasque, compétent en la matière. Il n'y a pas eu de recours en 2016. III/S'agissant de la procédure de coopération avec l'OFPPRA, le principe de la consultation de l'OFPPRA peut s'apprécier au regard des stipulations de la

convention de voisinage franco-monégasque du 18 mai 1963. L'article 2 de cette convention indique que : « Le Gouvernement Princier s'engage à maintenir sa législation sur l'entrée, le séjour et l'établissement des étrangers en harmonie avec la législation française en la matière ». Il peut être également apprécié au regard de la Convention du 8 novembre 2005, destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative dans ce domaine. Sous ce cadre général d'entraide administrative, et comme suite à l'adhésion de la Principauté à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951, la question particulière de la gestion des demandes d'asile est régie par un échange de lettres datant de 1955, qui prévoit que la Principauté puisse solliciter l'OFPRA pour l'appuyer dans l'instruction de ces demandes. L'OFPRA est sollicité pour mener une enquête et rendre un avis consultatif, les autorités monégasques prenant la décision finale. IV/ la mesure de refoulement est prévue par l'article 22 de l'Ordonnance Souveraine n° 3.153 du 19 mars 1964 relative aux conditions d'entrée et de séjour. Cette mesure est un acte administratif individuel motivé, pris à l'encontre de toute personne étrangère, résidente ou non. En tout état de cause, le demandeur n'est pas éloigné. Dans l'absolu, il devra demander un visa de circulation C pour se maintenir et se déplacer dans l'espace Schengen auprès des autorités françaises ou solliciter l'asile. Au-delà de trois mois de séjour, il devra demander un visa D Schengen. V/S'agissant des données relatives aux nombres d'appel à des ordres d'expulsion depuis 2011, 13 recours ont eu lieu devant le Tribunal Suprême, formés contre des mesures de refoulement du territoire monégasque, dont un accompagné d'une demande de sursis à exécution.

**102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
<b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP					
<b>Divorce contentieux</b>	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	393 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	362 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	180 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Licenciement</b>	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	730 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	260 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	170 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Faillite</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	130 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vol avec violence</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP					
<b>Homicide volontaire</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP					

Commentaires

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. les procédures non contentieuses dans lesquelles le divorce peut être prononcé à la demande conjointe des époux. Parmi les trois articles du Code civil servant de fondements aux procédures de divorce, deux mettent en place des passerelles permettant qu'un divorce pour faute se transforme en un divorce consensuel. En effet, l'article 200-9 du Code civil prévoit que les époux peuvent à tout moment de la procédure demander à la juridiction de constater leur accord pour voir prononcer le divorce sur le fondement de l'article 198 (divorce sans énonciation des motifs). Par ailleurs, l'article 202-5 du Code civil prévoit que les époux peuvent à tout moment de la procédure soumettre à la juridiction une convention réglant les conséquences du divorce.

#### **104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. Les données relatives à la durée de traitement des procédures de divorce contentieux doivent être comprises à la lumière de quelques particularités. Tout d'abord, les chiffres ne représentent qu'une faible proportion par rapport au nombre total de divorces prononcés chaque année, notamment les divorces consensuels traités dans des délais très rapides (quelques semaines). En outre, la spécificité de Monaco tient à la composante internationale de son environnement et aux patrimoines parfois très importants des parties, ce qui justifie des expertises financières complexes nécessitant des mois afin d'identifier des avoirs souvent détenus par des structures de droit étranger et ralentissant la procédure. De même, la pluri nationalité des couples rend plus complexes les procédures et justifie souvent le recours au droit international privé. Il est à noter aussi que sur l'ensemble des dossiers de divorce contentieux, il arrive fréquemment que le tribunal ait précédemment déjà statué sur la répartition des torts ainsi que sur les mesures extrapatrimoniales (telle l'autorité parentale) et que le seul élément restant à trancher soit la prestation compensatoire. Enfin, les délais de délibérés sont rapides puisque le Tribunal rend ses décisions dans les deux mois environ suite aux plaidoiries étant rappelé que le contentieux relatif au droit de la famille est traité de manière prioritaire par le Tribunal. Il faut également rappeler la possibilité qu'un divorce pour faute se transforme en divorce consensuel. En matière de divorce, licenciement et faillite, la durée de procédure est calculée pour toutes les instances à compter de la saisine de la juridiction compétente jusqu'au prononcé du jugement. Dans le domaine du licenciement, les affaires sont traitées en première instance par le Tribunal du travail, juridiction paritaire et échevinale. La qualification de vol avec violence est criminelle à Monaco et relève de la compétence du Tribunal crimine

#### **4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public**



#### **105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

- [ X ] diriger ou superviser l'enquête policière
- [ X ] mener des enquêtes
- [ X ] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [ X ] porter une accusation
- [ X ] soumettre l'affaire au tribunal
- [ X ] proposer une peine au juge
- [ X ] faire appel
- [ X ] superviser la procédure d'exécution
- [ X ] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	1 885 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 053 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	173 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	536 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	1 053 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	278 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	589 [ ] NA [ ] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	186 [ ] NA [ ] NAP
4. Autre	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires

### 109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

### D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Parquet Général

## 5. Carrière des juges et procureurs

### 5.1. Recrutement et promotion

#### 5.1.1. Recrutement et promotion des juges

### 110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de juges

une instance composée seulement de non juges

une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

## 112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

## 113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

### 113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

## 5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

### 115. Le ministère public est-il :

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

### 115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le

domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

### **118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

### **119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)**

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

### **119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?**

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

## **5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs**

### **121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :**

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

Non

Commentaires NAP

**122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) :2 ans

Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65 ans

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) :2 ans

Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires

**125-1. Est-il renouvelable ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires

**126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est**

## la durée du mandat (en années)?

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

## 126-1. Est-il renouvelable ?

( ) Oui

( X ) Non

[ ] NAP

Commentaires

## E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Direction des Services Judiciaires

## 5.2. Formation

### 5.2.1. Formation des juges

#### 127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue générale	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue à l'éthique	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

#### 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

## 5.2.2. Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

<b>Formation continue à l'éthique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
---------------------------------------	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
<b>Formation continue générale</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue à l'éthique</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
<b>Une institution pour les juges</b>	[ ]	[ ]	[ ]
<b>Une institution pour les procureurs</b>	[ ]	[ ]	[ ]
<b>Une institution commune pour juges et procureurs</b>	[ ]	[ ]	[ ]

Commentaires Non

### 131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires NAP

**131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?**

. Les magistrats monégasques sont intégrés (après une sélection organisée par les autorités monégasques) à la formation initiale de l'Ecole Nationale de la Magistrature. Ils suivent également la formation continue dispensée par cette même institution au cours de leur carrière.

**131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur**

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
<b>Total</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>1. Seulement pour les juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Seulement pour les procureurs</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Seulement pour le personnel non-juge</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Seulement pour le personnel non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>5. Autres formations communes</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires :

**E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

### 5.3.Exercice de la profession

#### 5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

##### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	46 689 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	44 069 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	46 689 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	44 069 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	95 963 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	90 577 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	95 963 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	90 577 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	46 689 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	44 069 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	46 689 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	44 069 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	95 963 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	90 577 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	95 963 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	90 577 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

##### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

##### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Les magistrats ont droit à une prime de 5% outre le versement d'un 13ème salaire. S'agissant des logements de fonction, ceux-ci ne

sont proposés qu'aux magistrats français détachés et non aux magistrats nationaux monégasques.

[ ] NAP

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Recherche et publication	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Arbitrage	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Consultant	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Fonction culturelle	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Fonction politique	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Médiateur	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Autre fonction	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Recherche et publication	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Arbitrage	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Consultant	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Fonction culturelle	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Fonction politique	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Médiateur	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

<b>Autre fonction</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
-----------------------	---	---

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

**139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

### 5.3.2 Institution/organe d'éthique

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : haut conseil de la magistrature

Commentaires la loi n. 1.364 du 16/11/2009 portant statut de la magistrature dispose: "Article 21 .- Il est institué un haut conseil de la magistrature, consulté dans les conditions déterminées par la présente loi. Il peut l'être également par le Prince sur toute question portant sur l'organisation ou sur le fonctionnement de la justice."

Dans ce dernier cadre, au début de l'année 2018, le Haut conseil de la magistrature a débuté l'élaboration d'un "recueil des obligations déontologiques des magistrats". Il s'agira non pas de l'édiction d'un code normatif, dont les manquements pourraient être les supports de sanctions disciplinaires, mais d'un guide de bonnes pratiques, énonçant des lignes directrices. Le recueil devrait être finalisé fin 2019.

**138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. Le recueil sera accessible au public, aux fins de renforcer la confiance des justiciables dans le système judiciaire.

[ ] NAP

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : haut conseil de la magistrature

Commentaires voir commentaire question 138

**138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

[ ] NAP

**5.4.Procédures disciplinaires**

**5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions**

**140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?**

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) :Directeur des Services Judiciaires

Ceci n'est pas possible

Commentaires

**141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :**

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : Directeur des Services Judiciaires
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

**142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)**

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)**

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions**

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

Juges	Procureurs
-------	------------

<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Délit pénal</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Autre</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

### 145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (total 1 à 10)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Réprimande</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Suspension</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Retrait d'une affaire</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Amende</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Diminution de salaire temporaire</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Rétrogradation de poste</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Mutation géographique dans un autre tribunal</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>8. Démission</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>9. Autre</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>10. Révocation</b>	0	0
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

### E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Direction des Services Judiciaires

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

#### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	32	20	12
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA

Commentaires

#### 147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

#### 148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ 24 ]

NA

NAP

Commentaires

#### 149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Affaires de licenciement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires pénales - Défendeur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires pénales - Victime	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats :

**149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Membre de la famille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Personne concernée elle-même	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Syndicat	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?**

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

**150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :**

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

**151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

**152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

Oui

Non

Commentaires

**153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :**

Sources : Barreau de Monaco, Conseil de l'Ordre

**6.1.2.Exercice de la profession**

**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

- Oui, la loi contient des règles
- Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles
- Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

**6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires**

**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

- le Barreau
- le législateur
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

- la prestation de l'avocat
- le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

- Le juge
- Le ministère de la Justice
- Une instance professionnelle
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Faute déontologique	1 [ ] NA [ ] NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Délit pénal	0 [ ] NA [ ] NAP
4. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	0 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	0 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [ ] NA [ ] NAP
4. Amende	0 [ ] NA [ ] NAP
5. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

### 163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

( X ) Oui

( ) Non

**163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?**

- Avant/à la place de la procédure devant le tribunal
- Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours
- Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

**163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?**

- Oui
- Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

**164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?**

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
<b>Affaires civiles et commerciales</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires familiales</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires administratives</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires pénales</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires liées aux consommateurs</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

- Oui
- Non
- NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	4 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	4 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>5. Affaires pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

**168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?**

[ X ] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[ X ] l'arbitrage

[ X ] la conciliation (si différente de la médiation)

[ ] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires

**G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :**

Source : Greffe des juridictions et Département des Affaires sociales.

## 8. Exécution des décisions de justice

### 8.1. Exécution des décisions en matière civile

#### 8.1.1. Fonctionnement

##### 169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

##### 170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	3 [ ] NA	0 [ ] NA	3 [ ] NA

Commentaires

##### 171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

##### 171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

##### 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP

<b>Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des rémunérations</b>	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Mesures d'expulsion</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres</b>	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

### 172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession

**d'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires

**172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :**

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

NAP

Commentaires

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :**

Source : Huissiers, Direction des Services Judiciaires.

## 8.1.2.Efficacité des services d'exécution



**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

**180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?**

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?  
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) : .....
- NA

Commentaires

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	0 [ ] NA [ ] NAP
1. Pour faute déontologique	0 [ ] NA [ ] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Pour délit pénal	0 [ ] NA [ ] NAP
4. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

### 188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	0 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	0 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [ ] NA [ ] NAP
4. Amende	0 [ ] NA [ ] NAP
5. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

### H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Direction des services judiciaires et Parquet Général

## 8.2.Exécution des décisions pénales

## 8.2.1. Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge  
 Procureur  
 Services pénitentiaire et de probation  
 Autre autorité (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui  
 Non

Commentaires

### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%  
 50-79%  
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

## 9. Notaires

### 9.1. Profession de notaire

#### 9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Professionnels nommés par l'Etat</b>	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Fonctionnaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

<b>4. Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

**192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :**

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser): .....

Commentaires

**192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65 ans
- non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : l'âge légal de la retraite est fixé à 65 ans, mais s'agissant d'une profession libérale réglementée, un notaire peut poursuivre son activité au-delà.

**194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):**

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :**

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

**194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?**

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

**194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?**

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?**

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) : commission de contrôle des études notariales

Commentaires

**196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:**

Sources : Direction des Services Judiciaires

---

## 10. Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[            ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[ ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[ X ] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[ ] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Greffe général

---

## 11. Experts judiciaires

### 11.1. Profession d'expert judiciaire

### 11.1.1. Statuts des experts judiciaires

#### 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

#### 202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

#### 202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

#### 202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps .....

Non

Commentaires NAP en réalité

#### 203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

#### 203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

**203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :**

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires NAP

**204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?**

- Oui
- Non

Commentaires

**204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?**

- le juge chargé du contrôle de l'expertise en matière civile (articles 344 à 373 du Code de procédure civile),
- le juge d'instruction ou la juridiction de jugement en matière pénale,
- le juge tutélaire dans le cadre des demandes de mise sous protection judiciaire (tutelle, curatelle)

**206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

**206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties**

	Nombre d'affaires
<b>Total (1+2+3+4)</b>	171 [ ] NA [ ] NAP
<b>1.Affaires civiles et commerciales litigieuses</b>	36 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.Affaires administratives</b>	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>3.Affaires pénales</b>	120 [ ] NA [ ] NAP
<b>4.Autre affaires</b>	14 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires S'agissant des "autres affaires", il s'agit des expertises diligentées dans le cadre des hospitalisations sous contrainte.

## 207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection .....

Commentaires

### 207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- Oui
- Non

Commentaires

## K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : NAP

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des

**projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:**

1. Programmes de réforme généraux Suite au rapport du GRECO dans le cadre du 4ème cycle d'évaluation, des avant-projet de modifications de dispositions législatives et réglementaires sont en œuvre, s'agissant notamment de l'organisation et du fonctionnement du Tribunal Suprême.

2. Budget NAP

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) NAP

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire NAP

4. Conseil supérieur de la magistrature NAP

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. NAP

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération loi n°1474 du 2 juillet 2019 relatif à la sauvegarde de justice, au mandat de protection future et à l'exercice de l'activité de mandataire de justice: en lien avec l'adhésion de Monaco à la convention de La Haye sur la protection internationale des adultes.

loi n°1.470 du 2 juillet 2019 modifiant des dispositions du Code civil relatives à l'adoption (simplification des procédures judiciaires et droit d'accéder à ses origines).

adoption récente des lois suivantes: -n°1448 loi relative au droit international privé, -n°1440 modifiant les dispositions du Code civil relatives au nom et instaurant une reconnaissance anténatale de l'enfant

-n°1457 du 12 décembre 2017, relative au harcèlement et à la violence au travail

7. Exécution des décisions de justice nap

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges nap

9. Lutte contre la criminalité loi n° 1462 du 26 juin 2018 renforçant le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption.

9.1 Système pénitentiaire nap

9.2 La justice adaptée aux enfants nap

9.3 La violence entre partenaires nap

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication nap

11. Autres nap